

Pratiques et contre-pratiques de l'autorité

Avec l'effondrement du mur de Berlin et de l'URSS, le libéralisme politique des sociétés occidentales semble avoir mis un terme aux structures d'autorité traditionnelles en Occident. Toutefois, loin d'une « fin de l'histoire » cette démocratisation a moins signifié une suppression des rapports d'autorité que leur invisibilisation et leur diversification. Cette évolution de l'autorité change toutefois de statut en sortant de l'ethnocentrisme occidental, qui confine l'histoire entre l'Oural et la Californie et qui laisse délibérément de côté les sociétés non-occidentales où différentes formes d'autorités politiques, religieuses, sociales ou familiales, sont encore visibles et permettent alors d'entrevoir la notion d'autorité sous ses différentes formes. En effet, la mise entre parenthèses de l'autorité politique des sociétés libérales a rendu toute la notion d'autorité moins identifiable. Elle se masque désormais sous des systèmes de renvois, de titres d'experts ou d'ensembles de valeurs que l'on invoque, que ce soit celles de la famille ou de la nation par exemple. Malgré tout, la structure de l'autorité reste la même sous cette diversité, à savoir celle d'un ascendant par lequel quelqu'un impose sa volonté à autrui.

Cela nous pousse alors à une étude paradoxale : d'un côté l'abolition des structures de pouvoir traditionnelles a dispersé l'autorité, mais de l'autre cette dispersion est également la multiplication d'autorités partielles et protéiformes plus dures à identifier mais tout autant présentes et effectives. C'est alors cette effectivité même que nous souhaitons mobiliser et examiner. En effet, l'autorité n'est pas seulement une notion qu'il faudrait analyser, conceptualiser, critiquer ou légitimer, mais bien une dimension concrète des sociétés humaines dont l'incarnation est aussi plurielle que leurs structures. La question des pratiques et des contre-pratiques de l'autorité appelle donc à une étude à la fois conceptuelle, mais également historique, sociologique et anthropologique afin de les appréhender indissociablement des milieux où elles s'exercent. Nous ne chercherons donc pas à légitimer ou à critiquer l'autorité in abstracto, mais à comprendre le lien entre la macrostructure où elle s'exerce et se déploie, et la pluralité des formes d'autorité.

Notre séminaire s'envisage ainsi comme une approche de la notion effective d'autorité par différents prismes au travers desquels nous évoquerons la multiplicité des rapports hiérarchiques dans leur institution comme dans leur subversion, comme autant d'émanations des sociétés humaines.

- 9h30 : **présentation du colloque et du format par Aurélien Mandet, étudiant en philosophie, Strasbourg**

- 10h : **Malick Chabi Goni : Étudiant en philosophie, Strasbourg**
« L'autorité : une notion plurielle et complexe »

Il s'agira dans cette présentation d'explorer la complexité de la notion d'autorité, qui peut revêtir des formes très différentes selon les contextes culturels, historiques, institutionnels et sociaux.

Nous évoquerons dans un premier temps le débat sur les différentes formes d'autorité, telles que l'autorité politique, morale, religieuse, scientifique ou parentale, et sur les caractéristiques et les limites de chacune de ces formes. Dans cette première partie nous traiterons aussi des relations entre pouvoir et autorité, et discuterons des critères qui permettent de distinguer l'autorité légitime de l'autorité abusive. Dans un deuxième temps, nous présenterons la complexité de la relation entre autorité et obéissance, et les conditions sociales, psychologiques et culturelles qui permettent ou entravent l'exercice de l'autorité. A ce niveau nous mettrons en lumière les débats et les controverses qui entourent la notion d'autorité dans la pensée philosophique, politique, psychologique ou sociologique, et les différentes perspectives sur la place et le rôle de l'autorité dans la vie individuelle et collective.

- 11h : **Jean Quétier : Professeur de Philosophie, Strasbourg**
« Engels, l'autorité et l'autonomie »

En 1873, dans un contexte marqué à la fois par l'expérience récente de la Commune de Paris et par la scission avec les anarchistes au sein de l'Association internationale des travailleurs, Engels rédige un bref article intitulé « De l'autorité », visant à pointer les contradictions dans lesquelles tout discours présentant l'autorité comme un « principe absolument mauvais » est condamné à sombrer. Cette communication tâchera de présenter les arguments développés par Engels en montrant comment il entreprend de repenser les rapports entre autorité et autonomie, aussi bien sur le plan de la production sociale que sur celui du pouvoir politique.

- 14h : **Baptiste Laheurte : Étudiant en philosophie, Strasbourg**
« Polémiques et politique : Adorno, Arendt et l'autorité »

Hannah Arendt et Theodor Adorno se sont connus et se sont haïs. Au-delà d'une inimitié personnelle, leurs différends s'incarnent aussi dans leurs philosophies. Si toutes deux cherchent à rendre compte de l'horreur nazie, la première y voit un moment de rupture causé par une perte de repères traditionnels avec la modernité tandis que la seconde la pense comme l'aboutissement d'un processus de domination entamé par la raison occidentale. Leurs visions de la politique s'éloignent alors d'autant : là où Arendt plébiscite une forme d'autorité contre le totalitarisme et la démagogie, Adorno refuse au contraire toute forme de domination dans une critique du pouvoir qui refuse de prendre toute forme positive. Autour d'une seule et même crise, deux méthodes différentes, deux diagnostics différents : l'un centré autour de l'autorité, l'autre la fustigeant inlassablement.

- 15h : **Arnaud Tomes : Professeur de Philosophie, Strasbourg**
« La demande d'autorité dans les régimes libéraux »

Contre toute attente, la crise actuelle des régimes libéraux n'a pas conduit à un vaste mouvement démocratique, mais plutôt à un *vide politique* conjugué à une *demande d'autorité* de la part des populations. Ce qui se traduit par la montée des populismes et des partis qui prétendent restaurer les formes traditionnelles de l'autorité. Comment alors expliquer une telle demande d'autorité ? En quoi traduit-elle un profond malaise de nos sociétés, confrontées à une crise générale des institutions (famille, école, État, etc.) ? Nous nous fonderons sur les analyses de l'École de Francfort, de Wilhelm Reich et sur la psychologie des masses de Freud pour comprendre pourquoi la remise en question des structures autoritaires de nos sociétés, loin de produire un mouvement d'émancipation, produit une nostalgie pour l'ordre ancien et une incapacité théorique et pratique d'imaginer une nouvelle forme de société.

- 16h : **Pause**

- 16h15 : **Dimitri Lorrain : Psychanalyste, Strasbourg**
**« Que peut-nous dire la psychanalyse de l'autorité et de la transmission
aujourd'hui ? »**

Les sociétés contemporaines déploient en général, particulièrement avec le discours collectif managérial, ce que j'appellerais une forme de directivisme paradoxal. Dans celui-ci, l'« autonomisation » du sujet est *rhétoriquement* affirmée, alors que, *du point de vue factuel*, le sujet est tenu de suivre des *normes* qui prédéfinissent sa parole et ses actes. Ce qui dans les faits, cherche à le pousser dans une servitude volontaire, à le mettre sous tutelle et à le désautonomiser, le désubjectiver. Ce directivisme paradoxal érige par là même socialement une autorité normative qui ne dit pas son nom, mais qui est bien omniprésente. Psychiquement, il érige une logique surmoïque désubjectivante qui, elle aussi, ne dit pas son nom, mais a tout un ensemble de conséquences psychiques que nous constatons (par exemple, dans la vie professionnelle, dans la généralisation du « burn-out »). Or, comme l'a montré Foucault, c'est bien la *logique du pouvoir* en tant que telle qui, dans le cadre des sociétés démocratiques, cherche à imposer indirectement une servitude que l'on ne peut pas chercher à imposer directement, dans une *logique de domination*. De plus, ce directivisme paradoxal, avec la logique de pouvoir qui va avec, empêche toute transmission, car le sujet est *a priori* déclaré autonome. Or, dans les faits, le sujet part d'une hétéronomie première, à la fois psychique et discursive. Ethiquement, culturellement, cette hétéronomie première demande d'être reconnue par l'environnement du sujet, puis qu'ait lieu une transmission, et une transmission à la fois psychique et discursive, aidant à l'autonomie véritable, subjectivante. Comment la psychanalyse (telle que je l'entends) permet-elle d'appréhender ce directivisme, cette autonomisation et cette autorité paradoxales, ou encore cette logique de pouvoir et ce rejet de l'hétéronomie première, mais aussi de la transmission ? Quelle type de reconnaissance de l'hétéronomie première, et quelle transmission¹ opère-t-elle, elle qui ne voit pas dans le psychanalyste une autorité ? Et, hors de la situation psychanalytique, quelle type d'autorité soutenant la subjectivation la psychanalyse peut-elle permettre de reconnaître ou d'aider à construire² ?

De plus, comment la psychanalyse éclaire-t-elle les rapports entre les générations, elle qui va dans le sens d'une mise en crise par le jeune sujet (à partir de l'adolescence) du discours de

¹ Sur la transmission, j'élaborerai en l'actualisant ce que nous dit Levinas, particulièrement dans *Totalité et infini*.

² Sur l'autorité, j'élaborerai en l'actualisant ce que nous dit Adorno, particulièrement dans son texte « L'éducation à la majorité ».

son environnement, afin de soutenir sa subjectivation ? Et comment la psychanalyse permet-elle d'éclairer notre situation contemporaine, où une véritable partie des jeunes générations, refusant la servitude volontaire, s'oriente, de diverses manières, vers des « revendications désirantes »³, que ce soit écologiquement, politiquement, socialement, mais aussi subjectivement ; et où une inquiétante partie des institutions et de la société, face à ce refus de la servitude volontaire et ces revendications, exprime de manière de plus en plus explicite, et par là même radicalise, la logique surmoïque qui existait en silence, ce au point de relayer un discours autoritaire sur l'autorité, avec ses funestes conséquences politiques et psychiques ?

- 17h15 : **Némo Josip Lišnić : Étudiant en Philosophie, Strasbourg**
« Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? »

C'est avec cette question qu'en 1714 Leibniz interroge métaphysiquement le monde. Le désordre lui semble tellement plus simple, plus facile que l'ordre que l'existence même de notre monde semble bien saugrenu. Si cette question était alors purement métaphysique, elle semble s'offrir autrement mais tout autant pertinemment au problème de l'autorité. Pourquoi l'ordre rigoureux plutôt que le désordre ? Pourquoi une autorité plutôt que rien ? D'un point de vue politique, la question ne trouve son intérêt non pas dans une réponse mais dans le fait même qu'elle soit posée, que tout homme se la soit posée. Face à l'autorité, chacun a un jour envisagé l'alternative, la non-autorité. Pourquoi l'homme s'acharne à penser cette alternative, cette émancipation de l'ordre ? Et plus encore qu'elle est au fond cette autorité contre laquelle il lutte si ce n'est lui-même ? En convoquant des cas et des réflexions concrets (Clastres, Baudrillard, Pasolini) et d'autres plus conceptuels (Blumenberg, Leibowitz ou Bloch) nous verrons que la décision de l'homme d'être séduit par le « contre » n'a rien de rationnel, rien de réfléchi. « Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? » ce n'est pas tant une question mais bien davantage une proposition.

³ Benjamin Lévy, *L'ère de la revendication*, Paris, Flammarion, 2020.